



Strasbourg, le 2 juin 2015

DECS-ENF (2015) PV1

**Comité d'experts sur la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (DECS-ENF)
2^e réunion**

PROJET DE RAPPORT DE REUNION

**Ouverture de la réunion : mardi 12 mai 2015 (9h30)
Clôture de la réunion : mercredi 13 mai 2015 (18h00)**

Conseil de l'Europe, Agora, salle G01, Strasbourg

Préparé par la Division des droits des enfants
Direction de la dignité humaine et de l'égalité

1. Le Comité d'experts sur la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (DECS-ENF) a tenu sa 2^e réunion les 12 et 13 mai 2015, à Strasbourg, sous la présidence de M^{me} Ina VERZIVOLLI (Albanie), vice-présidente du Comité. L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté, figure à l'Annexe I. La liste des participants se trouve à l'Annexe II.

2. Tous les documents et exposés de cette réunion sont accessibles sur le site du DECS-ENF : <http://www.coe.int/t/dg3/children/DECSINF>.

3. A l'occasion de la réunion, M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, et M. Tam Baillie (Royaume-Uni), commissaire écossais aux enfants et aux jeunes et président du Réseau européen des médiateurs pour enfants (ENOC), ont ouvert l'exposition « Les morsures de l'austérité : les enfants s'expriment ». Le DECS-ENF salue cette exposition, qui présente des clips vidéo réalisés par des enfants de 8 Etats membres et qui illustre les effets de la crise économique et des mesures d'austérité sur leur vie. Les vidéos sont disponibles sur la page <http://www.coe.int/childrens-voices>.

Point 1 – Ouverture de la réunion

4. M^{me} Marja RUOTANEN, directrice de la dignité humaine et de l'égalité, ouvre la réunion et se dit satisfaite du nombre de participants à la réunion et du nombre élevé de réponses (37) au questionnaire sur la Stratégie sur les droits de l'enfant. Dans la perspective du prochain échange de vues sur le projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (« la Stratégie »), elle rappelle les objectifs politiques du Secrétaire Général et du Comité des Ministres pour les années à venir, notamment la nécessité d'arrimer fermement l'ensemble du travail aux principes des droits de l'homme, de l'Etat de droit et de la démocratie ; de poursuivre la transition entre l'activité normative et la mise en œuvre effective des normes ; de mieux utiliser les mécanismes de suivi existants ; d'intervenir principalement dans les domaines où il existe des normes et où le Conseil de l'Europe peut apporter une valeur ajoutée ; de garder à l'esprit que les ressources sont limitées et de sélectionner des activités qui soient pertinentes et d'un bon rapport coût-efficacité.

Point 2 – Adoption de l'ordre du jour, de l'ordre des travaux et du rapport de la première réunion

5. Le DECS-ENF adopte l'ordre du jour, l'ordre des travaux et le rapport de la première réunion. Le calendrier des futurs travaux du Comité figure en Annexe III.

Point 3 – Présentation d'éléments du projet de rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant 2012-2015

6. Le DECS-ENF prend acte de l'exposé du Secrétariat sur l'état d'avancement de la Stratégie 2012-2015 sur les droits de l'enfant. Lors de l'échange de vues qui s'ensuit, il note que la question du questionnaire demandant si des mesures ont été prises pour mettre en œuvre les normes du Conseil de l'Europe peut avoir été comprise de différentes façons et que les résultats doivent par conséquent être maniés avec précaution. En revanche, il se félicite que l'évaluation de la Stratégie actuelle et l'élaboration de la future Stratégie reposent sur de solides données quantitatives et qualitatives et il invite le Secrétariat à préparer un projet de rapport qui sera envoyé au Comité avant sa 3^e réunion.

Point 4 – Projet de Stratégie sur les droits de l'enfant

4.1. Examen du projet de Stratégie

4.1.1. Réponses aux questionnaires fournies par les Etats membres, les ONG et les médiateurs pour enfants

7. Le DECS-ENF prend note de l'exposé du Secrétariat sur l'analyse des réponses aux questionnaires fournies par les Etats membres, les ONG et les médiateurs pour enfants. Il est convenu que les réponses des ONG et des médiateurs pour enfants seront mises à la disposition de tous les participants au DECS-ENF, tandis que celles des Etats membres seront envoyées aux seuls représentants des Etats membres.

4.1.2. Présentation du rapport « Obstacles aux droits des enfants aujourd'hui : qu'en pensent les enfants ? »

8. Le DECS-ENF prend note de l'exposé de M^{me} Mieke SCHUURMAN (experte indépendante) sur le rapport « Obstacles aux droits des enfants aujourd'hui : qu'en pensent les enfants ? », qui résume les points de vue des enfants sur les principaux enjeux des droits de l'enfant et s'appuie sur l'analyse de plus de 130 consultations menées avec des enfants de la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe. M^{me} Schuurman conclut que la majorité des domaines qui préoccupent les enfants sont intégrés dans le projet de Stratégie, même si on pourrait mettre davantage l'accent sur la sécurité des enfants en ligne.

9. Le DECS-ENF constate avec satisfaction que le projet de Stratégie reflète, dans une large mesure, les priorités qui ressortent des réponses des parties prenantes aux questionnaires et du rapport intitulé « Obstacles aux droits des enfants aujourd'hui : qu'en pensent les enfants ? ».

4.1.3. Conclusions de la Conférence européenne sur l'intérêt supérieur de l'enfant (Bruxelles, 9-10 décembre 2014)

10. Le DECS-ENF prend acte des conclusions de la Conférence européenne sur l'intérêt supérieur de l'enfant, qui s'est tenue les 9 et 10 décembre 2014 à Bruxelles, présentées par M. Joost VAN HAELEST (Belgique) et affirme que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant devrait être mentionné dans le chapitre introductif de la Stratégie ainsi que dans le corps de la Stratégie s'il y a lieu.

4.1.4. Présentation du projet de Stratégie et discussion générale sur le document

11. Après un échange de vues, le DECS-ENF convient :

- d'ajouter un 5^e domaine prioritaire sur les possibilités et défis liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les droits de l'enfant, en regroupant et développant les paragraphes respectifs relevant des domaines prioritaires sur la participation des enfants et la violence à l'égard des enfants ;
- de remplacer les trois priorités transversales mentionnées dans le chapitre introductif par une référence aux quatre principes généraux de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

12. M^{me} Sevinj FATALIYEVA, rapporteure générale de l'Assemblée parlementaire sur les enfants, se dit satisfaite de la portée du projet de Stratégie, qui englobe les thèmes importants de l'inégalité et de la violence à l'égard des enfants. Elle ajoute que l'intérêt supérieur de l'enfant devrait occuper une place plus centrale dans le texte, à la fois pour servir de principe directeur et pour indiquer comment éviter de rompre totalement les liens familiaux, conformément à la [Résolution 2049 \(2015\)](#) de l'Assemblée parlementaire « Services sociaux en Europe: législation et pratiques de retrait d'enfants de leurs familles dans les Etats membres du Conseil de l'Europe ».

4.1.5. Défis actuels pour les droits de l'enfant en Europe : la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme

13. En guise d'introduction à l'examen des chapitres sur les domaines prioritaires, le DECS-ENF prend acte d'un exposé de M^{me} Ksenija TURKOVIC, juge à la Cour européenne des droits de l'homme, sur les défis actuels pour les droits de l'enfant en Europe et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

4.1.6. Egalité des chances pour tous les enfants

14. Le DECS-ENF prend acte des exposés de M^{me} Maria HERCZOG, présidente d'Eurochild et membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, de M^{me} Eliane CHEMLA, membre du Comité européen des droits sociaux (CEDS), de M^{me} Yekaterina CHZHEN, du Centre de recherche Innocenti de l'Unicef à Florence, et de M^{me} Michaela BAUER, du Bureau de l'Unicef pour les PECO/la CEI à Bruxelles, qui donnent un aperçu des défis actuels concernant les droits économiques et sociaux des enfants, notamment sous l'effet de la crise économique.

15. M. Martin MARTINEK, rapporteur sur les droits des enfants roms du Comité d'experts ad hoc sur les questions roms (CAHROM), présente les principaux domaines de travail du Conseil de l'Europe concernant les enfants roms et propose d'élargir le champ d'activités prévu en la matière dans le projet de Stratégie.

16. Lors de l'échange de vues qui s'ensuit, le DECS-ENF fait un certain nombre de suggestions pour modifier le chapitre « Egalité des chances pour tous les enfants », notamment afin de traiter les droits sociaux des enfants de manière plus globale que sous le seul angle de la crise économique et afin d'y ajouter, entre autres, la pauvreté des enfants, l'exclusion sociale, les mécanismes intégrés de protection de l'enfance, la prévention et les interventions précoces, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale et l'évaluation des conséquences sur les enfants. Certaines délégations notent que la question de la parentalité positive devrait être déplacée au paragraphe sur les châtiments corporels.

17. Tout en relevant qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, d'activité intergouvernementale du Conseil de l'Europe axée tout particulièrement sur les questions de migration, le DECS-ENF souligne l'importance de cette question pour les Etats membres et demande d'insérer dans le paragraphe « Lutter contre la discrimination » une référence aux enfants touchés par les migrations.

4.1.7. Participation des enfants

18. La discussion portant sur le chapitre « Participation de tous les enfants » débute par l'exposé de M. Tam BAILLIE sur les travaux qu'il a menés en sa qualité de commissaire écossais aux enfants

et aux jeunes sur la participation des enfants, ainsi que par celui de M^{me} Anniki LAI (Estonie), membre du DECS-ENF, sur l'expérience estonienne de pilotage de l'[outil d'évaluation de la participation des enfants](#) conçu par le Conseil de l'Europe.

19. Lors de l'échange de vues qui s'ensuit, le DECS-ENF fait un certain nombre de suggestions pour modifier le chapitre « Participation de tous les enfants », notamment de consolider le libellé soulignant que les Etats membres doivent mettre en œuvre des méthodes novatrices de participation des enfants (pas seulement des consultations) et que le Conseil de l'Europe devrait les soutenir en facilitant l'échange d'expériences. Il est également convenu d'insérer des références à la participation des enfants en tant qu'individus, à des exigences qualitatives en matière de participation des enfants, y compris dans le cadre des travaux du Conseil de l'Europe, et de déplacer le paragraphe « Etablir la communication avec les enfants » plus haut dans le chapitre.

4.1.8. Pas de violence contre les enfants

20. Le DECS-ENF prend note et se félicite de l'exposé de M^{me} Marta SANTOS PAIS, représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies sur la violence à l'égard des enfants, pour qui la nouvelle Stratégie du Conseil de l'Europe constitue une occasion unique et opportune de consolider les acquis et de s'appuyer sur la valeur ajoutée de l'Organisation en tant qu'acteur régional pour donner suite aux recommandations figurant dans l'étude du Secrétaire Général des Nations Unies sur la violence contre les enfants et pour mettre en œuvre le programme mondial de développement durable pour l'après-2015. M^{me} Santos Pais souligne également que 2016 sera une année marquante, avec le 10^e anniversaire du programme « Construire une Europe pour et avec les enfants » et de l'étude des Nations Unies sur la violence contre les enfants, ainsi que le 20^e anniversaire du Premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (Stockholm, Suède).

21. Le DECS-ENF prend note de l'exposé de M. Peter NEWELL, représentant de l'Initiative mondiale pour mettre fin à tous les châtiments corporels infligés aux enfants, qui souligne qu'en dépit des progrès réalisés en Europe pour parvenir à une interdiction juridique totale des châtiments corporels contre les enfants, les organes du Conseil de l'Europe devraient examiner les moyens d'agir encore plus pour accélérer les avancées vers une interdiction totale dans tous les Etats membres.

22. M^{me} Ina VERZIVOLLI (Albanie), vice-présidente du DECS-ENF et membre du Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote), fait le point sur les travaux du Comité de Lanzarote, en insistant sur la nécessité identifiée par le Comité de développer des outils qui aident concrètement les Etats membres.

23. Enfin, M. Stan FROSSARD, secrétaire exécutif de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES), donne des informations concernant la Recommandation [CM/Rec\(2012\)10](#) du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants et des jeunes sportifs contre des problèmes liés aux migrations et le projet [Pro Safe Sports](#). Il suggère d'inclure ces activités dans la Stratégie.

24. Lors de l'échange de vues qui s'ensuit, le DECS-ENF fait un certain nombre de suggestions pour modifier le chapitre « Une vie sans violence pour tous les enfants », et notamment pour souligner la nécessité de contribuer au mandat de la représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies sur la violence à l'égard des enfants, pour renforcer le paragraphe sur les

châtiments corporels afin de refléter plus clairement l'importance de parvenir à une interdiction juridique totale des châtiments corporels contre les enfants au sein du foyer dans tous les Etats membres, et pour ajouter des références au harcèlement et aux effets négatifs de la violence sur les enfants et la société.

4.1.9. Justice pour les enfants

25. Le DECS-ENF prend note de l'exposé de M^{me} Ursula KILKELLY, professeure de droit à la faculté de droit d'University College Cork, sur le suivi éventuel des Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, qui pourraient notamment passer par une généralisation de l'approche d'une justice adaptée aux enfants, par la création d'une alliance stratégique d'organismes nationaux et internationaux, par la désignation de référents dans les Etats membres, par l'ancrage de la participation des enfants à toutes les phases de la procédure judiciaire et par l'élaboration d'une série d'indicateurs qui permettraient aux gouvernements d'évaluer les progrès faits dans la mise en œuvre des Lignes directrices.

26. La représentante de la Commission européenne, M^{me} Margaret TUIE, se félicite de la coopération entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne ainsi que l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) dans ce domaine. Elle attire l'attention sur le récent rapport "[Child-friendly justice](#) – Perspectives and experiences of professionals on children's participation in civil and criminal judicial proceedings in 10 EU Member States", qui confirme que la formation des professionnels est indispensable pour garantir le respect des droits des enfants dans le système judiciaire.

27. M^{me} Turid HEIBERG, représentante du Conseil des Etats de la mer Baltique (CBSS), mentionne la coopération entre le CBBS et le Conseil de l'Europe dans le domaine du [traitement des preuves émanant des enfants](#), dans le cadre de laquelle une étude comparative a été conçue et présentée lors d'une conférence à Tallinn les 19 et 20 février 2015.

28. Lors de l'échange de vues qui s'ensuit, le DECS-ENF fait un certain nombre de suggestions pour modifier le chapitre « Accès à la justice pour tous les enfants », afin notamment de faire référence à la privation de liberté plutôt qu'à la détention, tout en notant qu'une telle mesure ne peut être prise qu'en dernier ressort, et d'ajouter des références au Troisième Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et aux mécanismes de plainte.

29. M. Benoît Van KEIRSBILCK, représentant de Défense des Enfants International, souligne l'importance de l'étude mondiale sur les enfants privés de liberté demandée par l'Assemblée générale des Nations Unies et estime que le Conseil de l'Europe devrait réfléchir à piloter le soutien à cette étude niveau européen.

4.1.10 Mise en œuvre des normes

30. Faute de temps, le DECS-ENF convient de reporter à la prochaine réunion la discussion sur le chapitre « Assurer l'efficacité des normes concernant les enfants », qui fixe des objectifs pour les activités de coopération et le suivi.

4.1.11. Coopération et méthodes de travail

31. Le DECS-ENF accepte la proposition du Secrétariat de reporter à la 3^e réunion la discussion sur les méthodes de coopération avec les ONG dans le chapitre « Associer tous les acteurs concernés », étant donné qu'une évaluation interne des méthodes de travail du Conseil de l'Europe avec les ONG est en cours et que les résultats préliminaires seront peut-être disponibles d'ici là.

32. Le DECS-ENF tient un rapide échange de vues sur les modalités de coopération avec les Etats membres dans le cadre du chapitre « Associer tous les acteurs concernés » et convient de poursuivre cette discussion à sa 3^e réunion.

4.2. Durée de la Stratégie

33. Le Secrétariat indique que, conformément au mandat du DECS-ENF, la durée de la prochaine Stratégie est prévue pour une période de quatre ans (2016-2019), et propose que le DECS-ENF envisage un allongement de cette durée à 6 ans, c'est-à-dire jusqu'en 2021. Le Secrétariat indique que, comme on l'a vu ces derniers mois, des ressources considérables ont été mobilisées à la fois par les Etats membres et par le Secrétariat pour préparer une nouvelle Stratégie. Parallèlement, les objectifs proposés par les partenaires pour la nouvelle Stratégie sont plutôt ambitieux et risquent d'être difficiles à mettre en œuvre en seulement quatre ans. La consultation révèle aussi une grande continuité dans les questions de droits de l'enfant que le Conseil de l'Europe est invité à traiter. Etant donné que le Conseil de l'Europe travaille sur des cycles budgétaires bisannuels, il serait possible de prolonger la période initialement prévue sur un nouveau cycle budgétaire, à savoir jusqu'en 2021. Le Secrétariat propose que cette période soit divisée en deux phases, avec une évaluation à mi-parcours et une possibilité de réajustement après la période initiale de trois ans.

34. Après un échange de vues sur la question, le DECS-ENF convient sur le principe de proposer de porter à six ans la durée de la Stratégie et invite le Secrétariat à faire une proposition plus précise sur les modalités d'évaluation et d'ajustement de la Stratégie pendant toute cette période.

Point 5 – Troisième réunion du DECS-ENF

35. Le DECS-ENF prend acte que la 3^e réunion se déroulera les 20 et 21 octobre 2015 à Strasbourg. A la suite d'une proposition du Secrétariat de tenir cette réunion avec le Réseau de correspondants nationaux sur les droits de l'enfant, le Comité a un échange de vues sur cette question, au cours duquel certaines délégations soulèvent des questions sur la finalité et l'efficacité d'une réunion conjointe. Le DECS-ENF conclut en chargeant son Bureau de déterminer la faisabilité et la nécessité de tenir cette réunion avec le Réseau de coordinateurs nationaux ou d'étudier les moyens d'associer autrement le Réseau à la finalisation de la Stratégie.

Point 6 – Adoption du rapport de réunion abrégé

36. Le DECS-ENF prend note du projet de rapport abrégé de la réunion et reporte son adoption à la prochaine réunion pour permettre au Secrétariat d'intégrer les nouvelles modifications.

Point 7 – Questions diverses

37. Le DECS-ENF invite le Secrétariat à envoyer une version révisée du projet de Stratégie aux participants avant le 26 mai en anglais et le 5 juin en français et convient qu'il devra faire des

commentaires sur cette version révisée d'ici au 10 juillet. Sur cette base, le Secrétariat préparera une deuxième version révisée que le DECS-ENF examinera lors de sa 3^e réunion.

ANNEXE I

Comité d'experts sur la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (DECS-ENF) 2^e réunion

ORDRE DU JOUR

Ouverture de la réunion: mardi, 12 mai 2015 (09h30)

Clôture de la réunion: mercredi, 13 mai 2015(18h00)

Conseil de l'Europe, Agora, Salle G01, Strasbourg

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour, de l'ordre des travaux
et du rapport de la première réunion *DECS-ENF (2015) OJ1 rév2*
DECS-ENF (2015) OJA rév3
DECS-ENF (2014) PV1
3. Présentation d'éléments du projet de rapport
d'avancement sur la mise en œuvre de la Stratégie du
Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant 2012-2015
4. Projet de Stratégie sur les droits de l'enfant 2016-2019 *DECS-ENF (2015) 2*
DECS-ENF (2015) 3
DECS-ENF (2015) 4
5. Troisième réunion du DECS-ENF
6. Adoption du rapport de réunion abrégé *DECS-ENF (2015) PVA1*
7. Questions diverses
8. Clôture de la réunion

ANNEXE II

Comité d'experts sur la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (DECS-ENF) 2^e réunion

Ouverture de la réunion: mardi, 12 mai 2015 (09h30)

Clôture de la réunion: mercredi, 13 mai 2015(18h00)

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE

Ms Ina Verzivoli
Director of the State Agency on Child Protection
Ministry of Social Welfare and Youth
Tirana

ANDORRA/ANDORRE

ARMENIA/ARMÉNIE

Ms Lusine Sargsyan
Head of the Legal Research and Analyses Department
Human Rights Defender's Institute of Armenia

AUSTRIA/AUTRICHE

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Ms Jeyran Arif Rahmatullayeva
Head of the Department on the Issues of the Regional Family
and Children Support Centers
State Committee on Family, Women and Children Affairs of Azerbaijan Republic (SCFWCA)

Apologised / excusée

BELGIUM/BELGIQUE

Mr Joost van Haelst
Children's Rights Co-ordinator of the Flemish government

M. Pierre-Yves Rosset
Juriste et formateur en droits de l'enfant
Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse

BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE

BULGARIA/BULGARIE

Ms Velina Todorova
Associate Professor
Bulgarian Academy of Sciences (Institute for the State and the Law)

CROATIA/CROATIE

Ms Ivana Milas Klarić
Ombudsman for Children

Apologised / excusée

Ms Marija Gabelica Šupljika
Deputy Ombudsman for Children

CYPRUS/CHYPRE

Ms Leda Koursoumba
Commissioner for the Protection of Children's Rights

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ms Aneta Majerčíková
Secretary to the Committee for the Rights of the Child
Secretariat of the Government Council for Human Rights
Department of Human Rights and Protection of Minorities
Office of the Government of the Czech Republic

Apologised / excusée

DENMARK/DANEMARK

Ms Bente Mundt
Head of Children's Division
The Danish Parliamentary Ombudsman

ESTONIA/ESTONIE

Ms Anniki Lai
Head of the Department of Children and Families
Ministry of Social Affairs of Estonia

FINLAND/FINLANDE

Mr Tuomas Kurttila
Ombudsman for Children

FRANCE

Ms Sophie Del Corso
Adjointe au Chef du Bureau des affaires européennes et internationales
Direction générale de la cohésion sociale
Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Apologised / excusée

Mme Fanny Benedetti
Chargée de mission
Bureau des affaires européennes et internationales
Direction générale de la cohésion sociale
Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

GEORGIA/GÉORGIE

Mr Amiran Dateshidze
Head of the social program's and issues division
Social Protection Department
Ministry of Labour, Health and Social Affairs

GERMANY/ALLEMAGNE

GREECE/GRÈCE

HUNGARY/HONGRIE

Ms Dóra Kecskés
Political Advisor
Ministry of State for Family
and Youth Affairs

Ms Katalin Szilas
Senior Legal Officer
Ministry of Justice of Hungary
Department of Constitutional Law

ICELAND/ISLANDE

Ms Gudridur Bolladottir
Legal Advisor
Ministry of Welfare

IRELAND/IRLANDE

ITALY/ITALIE

Ms Laura Baldassarre
Children's Rights Unit Coordinator
Italian National Ombudsperson on Children's Rights

Ms Cristiana Carletti
Associate Professor of International Public Law
Roma Tre University - School of Political Sciences
Rome

LATVIA/LETTONIE

LIECHTENSTEIN

LITHUANIA/LITUANIE

Ms Edita Žiobienė
Ombudsperson for Children's Rights of the Republic of Lithuania

Ms Rūta Pabedinskienė
Senior Specialist of Child Division
Ministry of Social Security and Labour

LUXEMBOURG

M. Claude Janizzi
Maître en psychologie
Conseiller de direction première classe
Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des droits de l'enfant / Service des relations internationales

MALTA/MALTE

Dr Beryl Jean Buttigieg
Legal Co-ordinator
Ministry for the Family and Social Solidarity

Apologised / excusée

Ms Carmen Buttigieg
Director of the Department for Social Welfare Standards
Ministry for the Family and Social Solidarity

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Corneliu Țăruș
Deputy Head of the Department for Family and Child's Rights Protection Policies,
Ministry of Labor, Social Protection and Family

MONACO

Ms Justine Ambrosini
Secrétaire des relations extérieures
Chef de section
Direction des Affaires Internationales
Département des Relations Extérieures
Ministère d'Etat-Place de la Visitation

MONTENEGRO

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Ms Jolande Calkoen-Nauta
Juvenile Judge
District court of Zeeland West-Brabant

NORWAY/NORVEGE

Ms Elise Skarsaune
Senior Advisor
Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs
Department of Family, Prevention and Municipality Collaboration
Section for Violence Prevention

POLAND/POLOGNE

PORTUGAL

Ms Odete Severino
Head of Unit
International Relations and Cooperation Units
Strategic and Planning Office

Ministry of Solidarity, Employment and Social Security
ROMANIA/ROUMANIE

Ms Gabriela Coman
President of the National Authority for the Protection of
the Rights of the Child and Adoption

Apologised / excusée

Ms Elisabeta Trifan
Manager Public Superior
National Authority for the Protection of
the Rights of the Child and Adoption

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE

Mr Pavel Astakhov
Children's Rights Commissioner for the President of the Russian Federation

Apologised / excusé

SAN MARINO/SAINT-MARIN

SERBIA/SERBIE

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Janka Divincova
Director, Joint Secretariat of Committees
Ministry of Labour, Social Affairs and Family of the Slovak Republic

Apologised / excusée

SLOVENIA/SLOVENIE

Ms Lea Javornik Novak
Secretary
Directorate for Family Affairs
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

SPAIN/ESPAGNE

Ms Maria Gracia Juste
focal point of the Council of Europe Network of Children's Rights
Ministry of Health, Social Services and Equality

Apologised / excusée

Mr José Luis Castellanos
Deputy Subdirector on Children

Apologised / excusé

SWEDEN/SUEDE

Ms Charlotte Palmstierna
Deputy Director
Ministry of Health and Social Affairs
Government offices of Sweden

SWITZERLAND/SUISSE

M. Jean-Marie Bouverat
Affaires internationales
Secteur Organisations internationales
Office fédéral des assurances sociales

«THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA» / «L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE»

Ms Renata Petrovska
Junior Associate-Internal Auditor
Unit for Internal Audit
Ministry of Labour and Social Policy

Apologised / excusée

TURKEY/TURQUIE

Mr Fikret Yaman
Social Worker
Children's Rights Department
General Directorate for Children Services
Ministry of Family and Social Policies of Turkey

Apologised / excusé

Ms Ülker Yücel
Assistant Expert
Department of EU and External Relations
Ministry of Family and Social Policies of Turkey

UKRAINE/UKRAINE

Ms Oleksandra Popesku
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Ukraine
to the Council of Europe

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

PARTICIPANTS

European Court of Human Rights / Cour européenne des droits de l'homme

Ms Ksenija Turković
Judge at the European Court of Human Rights

Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe

Ms Sevinj Fataliyeva
Member of the Milli Mejlis, Parliament of Azerbaijan
Member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development
PACE General Rapporteur on Children
Parliamentary Assembly of the Council of Europe

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Mr Johan van den Hout
Congress Thematic Spokesperson on Children

Apologised / excusé

Committees or other bodies of the Council of Europe engaged in related work / Comités ou autres organes du Conseil de l'Europe engagés dans des travaux similaires

Ad Hoc Committee of Experts on Roma Issues (CAHROM) / Comité ad hoc sur les questions roms (CAHROM)

Mr Martin Martinek
Rapporteur on Roma Children of the Ad Hoc Committee of Experts on Roma Issues

Committee of Experts on the Rights of People with Disabilities (DECS-RPD) / Comité d'experts sur les droits des personnes handicapées (DECS-RPD)

Ms Andrea Krznar
Vice-Chair of the DECS-RPD / Vice-Présidente du DECS-RPD
Head of Department
Ministry of Social Policy and Youth
Croatia

Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Comité des Parties à la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)

Ms Ina Verzivolli
Director of the State Agency on Child Protection
Ministry of Social Welfare and Youth of Albania

European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Comité européen sur la coopération juridique (CDCJ)

Mr Francisco Javier Forcada Miranda
Legal Advisor
Directorate-General of International Legal Cooperation and Interfaith Relations
Ministry of Justice
Spain

European Committee on Social Rights (ECSR) / Comité européen sur les droits sociaux (ECSR)

Ms Eliane Chemla
Member of the European Committee on Social Rights

Governmental Committee of the European Social Charter and the European Code of Social Security / Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne et du Code européen de sécurité sociale

Mme Jacqueline Maréchal
Chair / Présidente
Chargée de mission, Délégation aux affaires européennes et internationales
Ministère du travail, de l'emploi et de la santé et Ministère des solidarités et de la cohésion sociale
France

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENE

Ms Margaret Tuite
Commission coordinator for the rights of the child
European Commission
Directorate-General Justice
Unit C1: Fundamental rights and rights of the child

Ms Astrid Podsiadlowski
Head of Sector Rights of the Child
Equality and Citizens' Rights Department

European Union Agency for Fundamental Rights (FRA)

OTHER INTERNATIONAL ORGANISATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Office of the Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children / Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants

Ms Marta Santos Pais

Special Representative of the United Nations Secretary-General on Violence against Children

Ms Elda Moreno

Head of the Office and Senior Advisor

United Nations

New York

USA

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

Ms Delphine Leneutre

Associée juridique/Legal Associate

Représentation de l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg

UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

United Nations Children's Fund (UNICEF) / Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef)

Ms Michaela Bauer

Partnerships Manager

UNICEF Regional Office for Central and Eastern Europe
and Commonwealth of Independent States (CEE/CIS)

UNICEF Brussels Office

Council of the Baltic States (CBSS) / Conseil des Etats de la mer Baltique (CEMB)

Ms Turid Heiberg

Head of Children's Unit

Council of the Baltic States Secretariat

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Canada

Holy See / Saint Siège

Ms Alessandra Aula

Secretary General of the International Catholic Child Bureau (BICE) /

Secrétaire Générale du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)

Japan/Japon

Mexico/Mexique

M. Santiago Oñate Labrde

Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

United States of America/Etats Unis d'Amérique

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)

Ms Louise de Brisson
Francophone countries consultant / Consultante francophonie

Defence of Children International (DEI) / Défense des Enfants International (DEI)

Mr Benoît Van Keirsbilck
Director / Président

Eurochild

Ms Maria Herczog
President of Eurochild
Former member of the UN Committee on the Rights of the Child

European Network of Ombudspersons for Children (ENOC) / Réseau européen des médiateurs pour les enfants (ENOC)

Mr Tam Baillie
Chair of ENOC
Scotland's Commissioner for Children and Young People (SCCYP)
Scotland
UK

Ms Anne Lindboe
Norwegian Ombudsperson for Children

Ms Elin Saga Kjørholt
Senior adviser to the Norwegian Ombudsperson for Children

Ms Frøydis Heyerdahl
Senior adviser to the Norwegian Ombudsperson for Children

Ms Polina Atanasova
ENOC Secretariat
Strasbourg

European Parents' Association / Association européenne des parents

Mr Oren Gostiaux
Vice-President

Global Initiative to End All Corporal Punishment Against Children

Mr Peter Newell
Coordinator

International Association of Youth and Family Judges and Magistrates / Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille (AIMJF)

M. Daniel Pical
Président de la Section Européenne

Save the Children

Ms Karin Fagerholm
Lawyer/thematic adviser
Domestic Programme
Save the Children Sweden

SOS Children's Villages / SOS Villages d'Enfants

Mr Ronan Mangan
EU Policy Advisor
EU Liaison Office
SOS Children's Villages International

EXPERTS

Ms Yekaterina Chzhen
UNICEF Office of Research, Innocenti
Florence
Italy

Ms Ursula Kilkelly
Independent expert
Ireland

Ms Mieke Schuurman
Independent expert
Netherlands

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

F-67075 Strasbourg Cedex

Tél.: +33 3 88 41 20 00 ; Fax: + 33 3 88 41 27 81/82/83 ; E-mail: <http://www.coe.int>

DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Marja RUOTANEN
Director/Directrice
Directorate of Human Dignity and Equality/Direction de la Dignité humaine et de l'égalité
Tel: +33 3 88 41 30 45 ; E-mail: marja.ruotanen@coe.int

Mr Gianluca ESPOSITO
Head of the Equality and Human Dignity Department / Chef du Service de la dignité humaine et de l'égalité
Tel: +33 3 88 41 22 62; E-mail: gianluca.esposito@coe.int

Secretariat to the Committee of Experts of the Council of Europe Strategy for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité d'experts de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant

Ms Regina JENSDOTTIR
Children's Rights Co-ordinator, Executive Secretary to the Committee of Experts of the Council of Europe
Strategy for the Rights of the Child / Secrétaire exécutive du Comité d'experts de la Stratégie du Conseil de
l'Europe sur les droits de l'enfant
Tel : +33 3 88 41 22 25 ; E-mail : regina.jensdottir@coe.int

Ms Agnes VON MARAVIC

Secretary to the Committee of Experts of the Council of Europe Strategy for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité d'experts de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant

Tel: +33 3 90 21 48 29; E-mail: agnes.vonmaravic@coe.int

Ms Jackie RENAUDIN-SIDDALL

Assistant / Assistante

Tel: +33 3 88 41 31 86; E-mail: jackie.renaudin-siddall@coe.int

Children's Rights Division / Division des droits des enfants

Ms Gordana BERJAN

Head of the Children's Rights Policies Co-ordination Unit / Chef de l'Unité de coordination des politiques des droits de l'enfant

Tel: +33 3 90 21 44 90; E-mail: gordana.berjan@coe.int

Ms Gioia SCAPPUCCI

Secretary to the Committee of the Parties to the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Secrétaire du Comité des Parties de la Convention sur la Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)

Tel: +33 3 90 21 44 32; E-mail: gioia.scappucci@coe.int

Gender Equality / Egalité entre les femmes et les hommes

Ms Carolina LASÉN DIAZ

Tel: +33 (0)3 90 21 56 79; E-mail: carolina.lasen-diaz@coe.int

Secretariat of the Ad Hoc Committee of Experts on Roma Issues (CAHROM) / Secrétariat du Comité ad hoc sur les questions roms (CAHROM)

Mr Michaël GUET

Secretary to the Committee / Secrétaire du Comité

Tel: +33 3 90 21 49 63 E-mail: michael.guet@coe.int

Partial Agreement on the Council of Europe Development Bank / Accord partiel de la Banque de développement du Conseil de l'Europe

Mr Tobia FIORILLI

Tel: +33 3 88 41 25 63; E-mail: tobia.fiorilli@coe.int

Secretariat of the European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Secrétariat de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

Mr Stefano VALENTI

External Relations Officer

Tel: +33 3 90 21 43 28; E-mail: stefano.valenti@coe.int

Ms Sophie KURT TORUN

Tel: +33 3 88 41 35 28; E-mail: sophie.kurt-torun@coe.int

DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit

Bioethics / Bioéthique

Mr Ramon PRIETO SUAREZ

Tel: +33 3 88 41 29 93; E-mail: ramon.prieto-suarez@coe.int

Department of the European Social Charter / Service de la Charte sociale européenne

Ms Nino CHITASHVILI

Division I \ National reports on the implementation of the European Social Charter

Division I \ Rapports nationaux sur l'application de la Charte sociale européenne

Tel: +33 3 88 41 26 33; E-mail: nino.chitashvili@coe.int

Secretariat of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Ms Maren LAMBRECHT

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Tel: +33 90 21 47 78; E-mail: maren.lambrecht@coe.int

Secretariat of the Congress of Local and Regional Authorities / Secrétariat du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Ms Marianne BENDERRA

Co-secretary to the Current Affairs and Governance Committees / Co-secrétaire des Commissions des questions d'actualité et de la gouvernance

Tel: +33 3 88 41 30 25; E-mail: marianne.benderra

Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme

Ms Françoise KEMPF

Adviser / Conseillère

Tel: +33 3 90 21 49 66; E-mail: francoise.kempf@coe.int

INTERPRETERS/INTERPRÈTES

Mr Luke TILDEN

Ms Chloé CHENETIER

Ms Christine TRAPP

ANNEXE III

Calendrier des travaux du DECS-ENF

26 mai	Envoi du projet révisé de Stratégie aux membres du DECS-ENF (5 juin en français)
10 juillet	Commentaires des membres du DECS-ENF sur le projet de Stratégie
16 septembre	Finalisation du projet de Stratégie en vue de son examen par le DECS-ENF
20-21 octobre	3 ^e réunion du DECS-ENF à Strasbourg
7 novembre	Finalisation du projet de Stratégie en vue de son examen par le Comité européen pour la cohésion sociale, la dignité humaine et l'égalité (CDDECS)
9-10 décembre	Réunion du CDDECS
Début 2016	Présentation du projet de Stratégie au Comité des Ministres pour adoption